



RCS : RENNES

Code greffe : 3501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de RENNES atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2016 B 01164

Numéro SIREN : 820 951 937

Nom ou dénomination : OB LA FLECHE

Ce dépôt a été enregistré le 24/02/2017 sous le numéro de dépôt 2565



Le **24 FEV. 2017**
Dépôt N° **2565**

OB LA FLECHE
Société à responsabilité limitée
Au capital de 10.000 €
Siège social : 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes
820 951 937 RCS Rennes

(la « Société »)

**PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DE
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE
EN DATE DU 7 DÉCEMBRE 2016**

L'an deux mille seize,
Le 7 décembre,
À 17 heures,

Les associés de la Société se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social, sur convocation du Gérant.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émarginée par chaque associé présent, au moment de son entrée en séance, tant à titre personnel que comme mandataire.

Sont présents :

- | | |
|---|--------------------|
| - La société GROUPE MARQUER,
Propriétaire de cinq cents parts sociales | 500 parts |
| - La société JOBBER
Propriétaire de cinq cents parts sociales | 500 parts |
| TOTAL | 1.000 parts |

L'Assemblée est présidée par la société GROUPE MARQUER, représentée par Monsieur Thierry Marquer, associé présent et acceptant.

Le Président de séance constate que tous les associés sont présents. En conséquence, l'Assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président de séance dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- la copie des lettres de convocation adressées aux associés,
- la feuille de présence,
- le rapport du Gérant,
- la lettre de notification du projet d'apport avec demande d'agrément de l'apport de la société GROUPE MARQUER en date du 18 novembre 2016,
- un exemplaire du projet de traité d'apport des titres détenus par la société GROUPE MARQUER dans le capital de la Société au profit de la société L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS,
- la lettre de notification du projet d'apport avec demande d'agrément de l'apport de la société JOBBER en date du 18 novembre 2016,
- un exemplaire du projet de traité d'apport des titres détenus par la société JOBBER dans le capital de la Société au profit de la société L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS,
- le texte des projets de résolutions soumises à l'Assemblée, et

- les statuts de la Société.

Le Président de séance déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives, réglementaires et les statuts de la Société ont été adressés aux associés dans les délais requis.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président de séance rappelle ensuite que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Agrément de l'apport de cinq cents (500) parts sociales détenues par la société GROUPE MARQUER dans le capital de la Société au profit de la société L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS et agrément d'un nouvel associé,
- Agrément de l'apport de cinq cents (500) parts sociales détenues par la société JOBBER dans le capital de la Société au profit de la société L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS et agrément d'un nouvel associé,
- Modification de l'article 8 (*Parts sociales*) des statuts de la Société sous la condition suspensive de la réalisation effective (i) de l'apport de cinq cents (500) parts sociales détenues par la société GROUPE MARQUER dans le capital de la Société au profit de la société L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS et (ii) de l'apport de cinq cents (500) parts sociales détenues par la société JOBBER dans le capital de la Société au profit de la société L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS, et
- Pouvoirs pour formalités.

Enfin, le Président de séance donne lecture du rapport du Gérant et déclare la discussion ouverte.

Diverses observations sont échangées, puis personne ne demandant plus la parole, le Président de séance met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIÈRE RÉSOLUTION

(Agrément de l'apport de cinq cents (500) parts sociales détenues par la société GROUPE MARQUER dans le capital de la Société au profit de la société L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS et agrément d'un nouvel associé)

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Gérant et après avoir pris connaissance de la lettre de notification reçue de la société GROUPE MARQUER,

prend acte de la volonté de cette dernière d'apporter les cinq cents (500) parts sociales qu'elle détient dans le capital de la Société à la société L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS, société par actions simplifiée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 821 985 876 RCS Rennes,

agrée, conformément à l'article L.223-14 du Code de commerce et à l'article 15.1 des statuts de la Société, l'opération d'apport de cinq cents (500) parts sociales détenues par la société GROUPE MARQUER dans le capital de la Société au profit de la société L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS, et en conséquence, d'agréer en qualité de nouvel associé :

- La société **L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS**
Société à responsabilité limitée au capital de 2.000 €,
Siège social : 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes,
821 985 876 RCS Rennes.

L'Assemblée Générale rappelle à la société GROUPE MARQUER que le traité d'apport de titres devra être signifié à la Société par voie d'huissier ou déposé au siège social contre remise par le Gérant d'une attestation de dépôt. Lors de la réalisation définitive de cet apport, les statuts de la Société devront être mis à jour de la nouvelle répartition du capital.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

(Agrément de l'apport de cinq cents (500) parts sociales détenues par la société JOBBER dans le capital de la Société au profit de la société L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS et agrément d'un nouvel associé)

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Gérant et après avoir pris connaissance de la lettre de notification reçue de la société JOBBER,

prend acte de la volonté de cette dernière d'apporter les cinq cents (500) parts sociales qu'elle détient dans le capital de la Société à la société L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS, société par actions simplifiée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 821 985 876 RCS Rennes,

agrée, conformément à l'article L.223-14 du Code de commerce et à l'article 15.1 des statuts de la Société, l'opération d'apport de cinq cents (500) parts sociales détenues par la société JOBBER dans le capital de la Société au profit de la société L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS, et en conséquence, d'agréer en qualité de nouvel associé :

- La société **L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS**
Société à responsabilité limitée au capital de 2.000 €,
Siège social : 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes,
821 985 876 RCS Rennes.

L'Assemblée Générale rappelle à la société JOBBER que le traité d'apport de titres devra être signifié à la Société par voie d'huissier ou déposé au siège social contre remise par le Gérant d'une attestation de dépôt. Lors de la réalisation définitive de cet apport, les statuts de la Société devront être mis à jour de la nouvelle répartition du capital.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.



TROISIÈME RÉOLUTION

(Modification de l'article 8 (Parts sociales) des statuts de la Société sous la condition suspensive de la réalisation effective (i) de l'apport de cinq cents (500) parts sociales détenues par la société GROUPE MARQUER dans le capital de la Société au profit de la société L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS et (ii) de l'apport de cinq cents (500) parts sociales détenues par la société JOBBER dans le capital de la Société au profit de la société L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS)

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Gérant et après avoir pris connaissance (i) du projet d'apport des cinq cents (500) parts sociales détenues par la société GROUPE MARQUER dans le capital de la Société au profit de la société L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS et (ii) du projet d'apport des cinq cents (500) parts sociales détenues par la société JOBBER dans le capital de la Société au profit de la société L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS (ensemble les « **Opérations d'Apport** »),

décide, sous la condition suspensive de la réalisation effective des Opérations d'Apport, de modifier l'article 8 (Parts sociales) des statuts de la Société, qui sera rédigé comme suit :

« ARTICLE 8 – PARTS SOCIALES »

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

➤ **L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS**, à concurrence de **1.000 parts**
Numérotées de 1 à 1.000

Total égal au nombre de parts composant le capital social : **1.000 parts »**,

donne, en conséquence, tous pouvoirs au Gérant à l'effet de :

- constater la réalisation effective des Opérations d'Apport,
- constater, en conséquence, que la Société devient une société à associé unique,
- procéder à la modification corrélative des statuts visée ci-dessus,
- effectuer toutes formalités consécutives de publicité et autres.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIÈME RÉOLUTION

(Pouvoirs pour formalités)

L'Assemblée Générale délègue tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour effectuer tous dépôts, formalités et publications nécessaires.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

* *

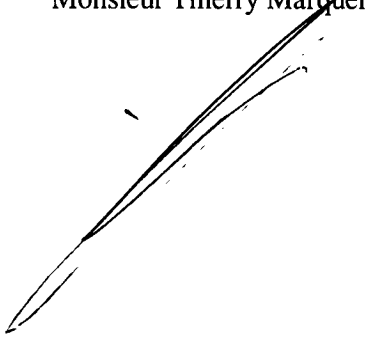
*

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président de séance déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Gérant et le Président de séance.

Le Gérant

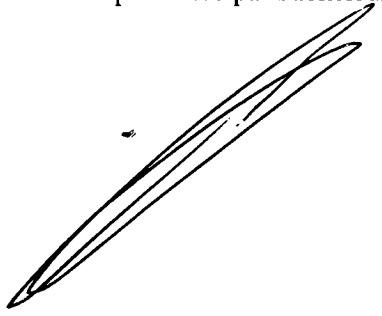
Monsieur Thierry Marquer



Le Président de séance

GROUPE MARQUER

Représentée par Monsieur Thierry Marquer



Enregistré à : SIE PARIS 9EME OUEST

Le 06/01/2017 Bordereau n°2017/24 Case n°6

Ext 134

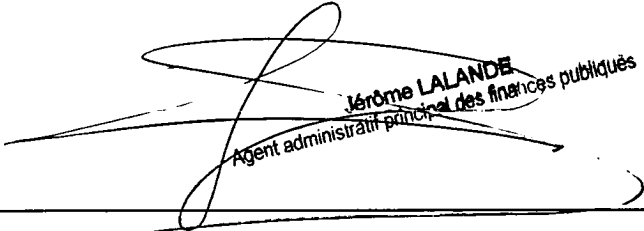
Enregistrement : 125 €

Pénalités :

Total liquidé : cent vingt-cinq euros

Montant reçu : cent vingt-cinq euros

L'Agent administratif des finances publiques


Jérôme LALANDE
Agent administratif principal des finances publiques

TRAITE D'APPORT DE TITRES

ENTRE

JOBBER

(l'« Apporteur »)

ET

L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS

(la « Société Bénéficiaire »)

Le 15 décembre 2016

ENTRE :

1. **JOBBER**, société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 15 rue Godot de Mauroy – 75009 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 803 401 017 RCS Paris,

Ci-après l'« **Apporteur** »

ET :

2. **L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS**, société par actions simplifiée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 821 985 876 RCS Rennes,

Ci-après la « **Société Bénéficiaire** »

L'Apporteur et la Société Bénéficiaire sont ci-après dénommés ensemble les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** ».

IL A ÉTÉ PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

A. À la date de présentes, l'Apporteur détient la pleine propriété :

- de cinq cents (500) parts sociales, numérotées de 501 à 1.000 (les « **Parts Sociales OB SAINT MEEN** »), sur les mille (1.000) parts sociales qui composent le capital de la société **OB SAINT MEEN** (anciennement dénommée ARPAD), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 800 937 690 RCS Rennes,
- de cinq cents (500) parts sociales, numérotées de 501 à 1.000 (les « **Parts Sociales OB GOUESNOU** »), sur les mille (1.000) parts sociales qui composent le capital de la société **OB GOUESNOU** (anciennement dénommée FITNESS 29), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 799 170 584 RCS Rennes,
- de cinquante (50) parts sociales, numérotées de 51 à 100 (les « **Parts Sociales OB MANTES** »), sur les cent (100) parts sociales qui composent le capital de la société **OB MANTES** (anciennement dénommée EKOFITNESS), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 540 019 841 RCS Rennes,

- de cinquante (50) parts sociales, numérotées de 51 à 100 (les « **Parts Sociales OB TOURS NORD** »), sur les cent (100) parts sociales qui composent le capital de la société **OB TOURS NORD** (anciennement dénommée EPSILON FORME), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 48-50 avenue Gustave Eiffel – 37100 Tours, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 798 845 400 RCS Tours,
- de cinq cents (500) parts sociales, numérotées de 501 à 1.000 (les « **Parts Sociales OB TOURS CENTRE** »), sur les mille (1.000) parts sociales qui composent le capital de la société **OB TOURS CENTRE** (anciennement dénommée CITA FORME), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 180 avenue de Grammont – 37000 Tours, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 808 490 114 RCS Tours,
- de trois cent cinquante (350) parts sociales, numérotées de 1 à 350 (les « **Parts Sociales OB SAINT JACQUES** »), sur les sept cents (700) parts sociales qui composent le capital de la société **OB SAINT JACQUES** (anciennement dénommée COURROUZE FITNESS), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé Lieudit La Gaité – 127 rue du Temple de Blossne – 35136 Saint Jacques de La Lande, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 794 868 968 RCS Rennes,
- de douze mille cinq cents (12.500) parts sociales, numérotées de 12.501 à 25.000 (les « **Parts Sociales OB CHENOVE** »), sur les vingt-cinq mille (25.000) parts sociales qui composent le capital de la société **OB CHENOVE**, société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4D rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 790 261 176 RCS Rennes,
- de trois cent soixante-quinze (375) parts sociales, numérotées de 376 à 750 (les « **Parts Sociales OB AURAY SENE** »), sur les sept cent cinquante (750) parts sociales qui composent le capital de la société **OB AURAY SENE**, société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 538 252 891 RCS Rennes,
- de cinq cents (500) parts sociales, numérotées de 501 à 1.000 (les « **Parts Sociales OB BAIN DE BRETAGNE** »), sur les mille (1.000) parts sociales qui composent le capital de la société **OB BAIN DE BRETAGNE** (anciennement dénommée BIENESTAR), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 803 703 651 RCS Rennes,
- de cinq cents (500) parts sociales, numérotées de 501 à 1.000 (les « **Parts Sociales OB LA FLECHE** »), sur les mille (1.000) parts sociales qui composent le capital de la société **OB LA FLECHE**, société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 820 951 937 RCS Rennes,
- de cinq cents (500) parts sociales, numérotées de 501 à 1.000 (les « **Parts Sociales OB LAMBALLE** »), sur les mille (1.000) parts sociales qui composent le capital de la société **OB LAMBALLE** (anciennement dénommée PERFECTOSPORTS), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4D rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 524 944 956 RCS Rennes, et

- de cinquante (50) parts sociales, numérotées de 51 à 100 (les « **Parts Sociales OB BUC** »), sur les cent (100) parts sociales qui composent le capital de la société **OB BUC** (anciennement dénommée ELOFITNESS), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 798 015 004 RCS Rennes

Les Parts Sociales OB SAINT MEEN, les Parts Sociales OB GOUESNOU, les Parts Sociales OB MANTES, les Parts Sociales OB TOURS NORD, les Parts Sociales OB TOURS CENTRE, les Parts Sociales OB SAINT JACQUES, les Parts Sociales OB CHENOVE, les Parts Sociales OB AURAY SENE, les Parts Sociales OB BAIN DE BRETAGNE, les Parts Sociales OB LA FLECHE, les Parts Sociales OB LAMBALLE et les Parts Sociales OB BUC sont ci-après dénommées ensemble les « **Parts Sociales Apportées** ».

B. L'Apporteur a souhaité apporter les Parts Sociales Apportées à la Société Bénéficiaire (l'« **Apport** »), dont l'objet est, tant en France qu'à l'étranger :

- L'exploitation de centres de remise en forme (fitness, stretching, step, cardio, musculation, sauna, hammam, diététique, esthétique, massage et activités connexes et annexes) ;
- La promotion des activités de loisirs, de détente et de sport, directement ou indirectement, par tous moyens ;
- Le commerce de vêtements textiles et articles accessoires ;
- Le négoce de tous produits manufacturés ainsi que tous matériels industriels, et tous produits manufacturés, alimentaires ou non alimentaires ;
- La création, l'acquisition, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;
- La participation directe ou indirecte à toutes opérations commerciales ou industrielles pouvant se rapporter à l'objet précité, par voie de création de sociétés nouvelles, françaises ou étrangères, d'apports, de souscriptions, achat de titres ou droits sociaux, fusion ou autrement ;
- Et, plus généralement, la réalisation de toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, industrielles, commerciales ou financières se rattachant directement ou indirectement à cet objet ou à tous objets similaires ou connexes, ou pouvant être utiles à cet objet ou de nature à en faciliter la réalisation.

C. En conséquence, les Parties sont convenues de conclure le présent traité d'apport (le « **Contrat d'Apport** »), dont l'objet est de préciser les conditions et les modalités de l'Apport.

D. À toutes fins utiles, il est précisé que le Contrat d'Apport présente un intérêt indéniable pour la Société Bénéficiaire qui souhaite rationaliser la structure de son groupe et poursuivre une stratégie de développement et d'expansion de la marque « L'Orange Bleue ». L'Apporteur souhaite également, quant à lui, rationaliser la structure de son groupe.

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – MÉTHODE D'ÉVALUATION UTILISÉE

- 1.1. Le règlement n° 2004-01 du 4 mai 2004 du Comité de la réglementation comptable relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées, tel que modifié par le règlement n° 2005-09 du 3 novembre 2005 et le règlement n° 2014-3 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général (ensemble, les « **Règlements** ») sont applicables *« à la comptabilisation dans les comptes individuels, de toutes les opérations de fusion et opérations assimilées rémunérées par des titres et retracées dans un traité d'apport prévu à l'article L.236-6 du Code de commerce »*.

Constituent notamment des opérations assimilées entrant dans le champ d'application des Règlements les apports de titres de participation représentatifs du contrôle, c'est-à-dire notamment de contrôle conjoint ou contrôle exclusif.

En application des règles prévues par les Règlements, l'apport des Parts Sociales Apportées impliquant une modification de contrôle, par le passage d'une situation de contrôle conjoint à une situation de contrôle exclusif, les Parts Sociales Apportées sont transmises pour la valeur réelle.

- 1.2. Concernant la détermination de la rémunération de l'Apport, elle est effectuée sur la base de la valeur réelle des Parts Sociales Apportées et de la valeur réelle de la Société Bénéficiaire.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION ET ÉVALUATION DE L'APPORT

Selon les termes et conditions stipulés aux présentes, l'Apporteur apportera, sous les garanties ordinaires de fait et de droit et sous les conditions suspensives visées à l'article 4 du présent Contrat d'Apport, à la Société Bénéficiaire, qui l'accepte :

- 2.1. La pleine propriété de cinq cents (500) parts sociales émises par la société OB SAINT MEEN, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB SAINT MEEN.

OB SAINT MEEN est évaluée à cent quinze mille six cent trente-sept euros (115.637 €) et son capital est composé de mille (1.000) parts sociales.

Les Parts Sociales OB SAINT MEEN sont donc évaluées à la somme de cinquante-sept mille huit cent dix-huit euros et cinquante centimes (57.818,50 €), arrondie à la somme de cinquante-sept mille huit cent dix-huit euros (57.818 €) pour les besoins du présent Contrat d'Apport, soit environ cent quinze euros et soixante-quatre centimes (115,64 €) par Part Sociale OB SAINT MEEN.

- 2.2. La pleine propriété de cinq cents (500) parts sociales émises par la société OB GOUESNOU, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB GOUESNOU.

OB GOUESNOU est évaluée à soixante-et-un mille sept cent soixante-sept euros (61.767 €) et son capital est composé de mille (1.000) parts sociales.

Les Parts Sociales OB GOUESNOU sont donc évaluées à la somme de trente mille huit cent quatre-vingt-trois euros et cinquante centimes (30.883,50 €), arrondie à la somme de trente mille huit cent quatre-vingt-trois euros (30.883 €) pour les besoins du présent Contrat d'Apport, soit environ soixante-et-un euros et soixante-dix-sept centimes (61,77 €) par Part Sociale OB GOUESNOU.

- 2.3. La pleine propriété de cinquante (50) parts sociales émises par la société OB MANTES, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB MANTES.

OB MANTES est évaluée à cinquante-deux mille neuf cent cinquante-six euros (52.956 €) et son capital est composé de cent (100) parts sociales.

Les Parts Sociales OB MANTES sont donc évaluées à la somme de vingt-six mille quatre cent soixante-dix-huit euros (26.478 €), soit cinq cent vingt-neuf euros et cinquante-six centimes (529,56 €) par Part Sociale OB MANTES.

- 2.4. La pleine propriété de cinquante (50) parts sociales émises par la société OB TOURS NORD, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB TOURS NORD.

OB TOURS NORD est évaluée à quatre-vingt-huit mille sept cent soixante-sept euros (88.767 €) et son capital est composé de cent (100) parts sociales.

Les Parts Sociales OB TOURS NORD sont donc évaluées à la somme de quarante-quatre mille trois cent quatre-vingt-trois euros et cinquante centimes (44.383,50 €), arrondie à la somme de quarante-quatre mille trois cent quatre-vingt-trois euros (44.383 €) pour les besoins du présent Contrat d'Apport, soit huit cent quatre-vingt-sept euros et soixante-six centimes (887,66 €) par Part Sociale OB TOURS NORD.

- 2.5. La pleine propriété de cinq cents (500) parts sociales émises par la société OB TOURS CENTRE, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB TOURS CENTRE.

OB TOURS CENTRE est évaluée à deux cent vingt-et-un mille trois cent quatre-vingt-onze euros (221.391 €) et son capital est composé de mille (1.000) parts sociales.

Les Parts Sociales OB TOURS CENTRE sont donc évaluées à la somme de cent dix mille six cent quatre-vingt-quinze euros et cinquante centimes (110.695,50 €), arrondie à la somme de cent dix mille six cent quatre-vingt-quinze euros (110.695 €) pour les besoins du présent Contrat d'Apport, soit deux cent vingt-et-un euros et trente-neuf centimes (221,39 €) par Part Sociale OB TOURS CENTRE.

- 2.6. La pleine propriété de trois cent cinquante (350) parts sociales émises par la société OB SAINT JACQUES, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB SAINT JACQUES.

OB SAINT JACQUES est évaluée à cent quatre-vingt-seize mille sept cent quatre-vingt-treize euros (196.793 €) et son capital est composé de sept cents (700) parts sociales.

Les Parts Sociales OB SAINT JACQUES sont donc évaluées à la somme de quatre-vingt-dix-huit mille trois cent quatre-vingt-seize euros et cinquante centimes (98.396,50 €), arrondie à la somme de quatre-vingt-dix-huit mille trois cent quatre-vingt-seize euros (98.396 €) pour les besoins du présent Contrat d'Apport, soit environ deux cent quatre-vingt-un euros et treize centimes (281,13 €) par Part Sociale OB SAINT JACQUES.

- 2.7.** La pleine propriété de douze mille cinq cents (12.500) parts sociales émises par la société OB CHENOVE, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB CHENOVE.

OB CHENOVE est évaluée à soixante-et-un mille deux cent soixante-six euros (61.266 €) et son capital est composé de vingt-cinq mille (25.000) parts sociales.

Les Parts Sociales OB CHENOVE sont donc évaluées à la somme de trente mille six cent trente-trois euros (30.633 €), soit environ deux euros et quarante-cinq centimes (2,45 €) par Part Sociale OB CHENOVE.

- 2.8.** La pleine propriété de trois cent soixante-quinze (375) parts sociales émises par la société OB AURAY SENE, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB AURAY SENE.

OB AURAY SENE est évaluée à dix-huit mille deux cent cinquante-huit euros (18.258 €) et son capital est composé de sept cent cinquante (750) parts sociales.

Les Parts Sociales OB AURAY SENE sont donc évaluées à la somme de neuf mille cent vingt-neuf euros (9.129 €), soit environ vingt-quatre euros et trente-quatre centimes (24,34 €) par Part Sociale OB AURAY SENE.

- 2.9.** La pleine propriété de cinq cents (500) parts sociales émises par la société OB BAIN DE BRETAGNE, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB BAIN DE BRETAGNE.

OB BAIN DE BRETAGNE est évaluée à mille quatre cent quarante-cinq euros (1.445 €) et son capital est composé de mille (1.000) parts sociales.

Les Parts Sociales OB BAIN DE BRETAGNE sont donc évaluées à la somme de sept cent vingt-deux euros et cinquante centimes (722,50 €), arrondie à la somme de sept cent vingt-deux euros (722 €) pour les besoins du présent Contrat d'Apport, soit environ un euro et quarante-quatre centimes (1,44 €) par Part Sociale OB BAIN DE BRETAGNE.

- 2.10.** La pleine propriété de cinq cents (500) parts sociales émises par la société OB LA FLECHE, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB LA FLECHE.

OB LA FLECHE est évaluée à dix mille euros (10.000 €) et son capital est composé de mille (1.000) parts sociales.

Les Parts Sociales OB LA FLECHE sont donc évaluées à cinq mille euros (5.000 €), soit dix euros (10 €) par Part Sociale OB LA FLECHE.

- 2.11.** La pleine propriété de cinq cents (500) parts sociales émises par la société OB LAMBALLE, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB LAMBALLE.

OB LAMBALLE est évaluée à cent soixante-neuf mille soixante-et-un euros (169.061 €) et son capital est composé de mille (1.000) parts sociales.

Les Parts Sociales OB LAMBALLE sont donc évaluées à la somme de quatre-vingt-quatre mille cinq cent trente euros et cinquante centimes (84.530,50 €), arrondie à la somme de quatre-vingt-quatre mille cinq cent trente euros (84.530 €), soit cent soixante-neuf euros et six centimes (169,06 €) par Part Sociale OB LAMBALLE.

- 2.12.** La pleine propriété de cinquante (50) parts sociales émises par la société OB BUC, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB BUC.

OB BUC est évaluée à cent soixante-et-un mille quatre cent dix-huit euros (161.418 €) et son capital est composé de cent (100) parts sociales.

Les Parts Sociales OB BUC sont donc évaluées à quatre-vingt mille sept cent neuf euros (80.709 €), soit mille six cent quatorze euros et dix-huit centimes (1.614,18 €) par Part Sociale OB BUC.

ARTICLE 3 – RÉMUNÉRATION DE L'APPORT

La valeur de la Société Bénéficiaire, permettant de déterminer le nombre d'actions nouvelles émises en rémunération de l'Apport, a été évaluée à deux mille euros (2.000 €) – soit le montant du capital social – la Société Bénéficiaire ayant été récemment constituée. La valeur vénale d'une action de la Société Bénéficiaire est donc égale à sa valeur nominale, soit un euro (1 €).

En conséquence :

- 3.1. En rémunération de l'apport en nature des cinq cents (500) parts sociales de la société OB SAINT MEEN ci-dessus désigné, évalué à cinquante-sept mille huit cent dix-huit euros (57.818 €), il sera attribué à la société JOBBER cinquante-sept mille huit cent dix-huit (57.818) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.2. En rémunération de l'apport en nature des cinq cents (500) parts sociales de la société OB GOUESNOU ci-dessus désigné, évalué à trente mille huit cent quatre-vingt-trois euros (30.883 €), il sera attribué à la société JOBBER trente mille huit cent quatre-vingt-trois (30.883) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.3. En rémunération de l'apport en nature des cinquante (50) parts sociales de la société OB MANTES ci-dessus désigné, évalué à vingt-six mille quatre cent soixante-dix-huit euros (26.478 €), il sera attribué à la société JOBBER vingt-six mille quatre cent soixante-dix-huit (26.478) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.4. En rémunération de l'apport en nature des cinquante (50) parts sociales de la société OB TOURS NORD ci-dessus désigné, évalué à quarante-quatre mille trois cent quatre-vingt-trois euros (44.383 €), il sera attribué à la société JOBBER quarante-quatre mille trois cent quatre-vingt-trois (44.383) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.5. En rémunération de l'apport en nature des cinq cents (500) parts sociales de la société OB TOURS CENTRE ci-dessus désigné, évalué à cent dix mille six cent quatre-vingt-quinze euros (110.695 €), il sera attribué à la société JOBBER cent dix mille six cent quatre-vingt-quinze (110.695) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.6. En rémunération de l'apport en nature des trois cent cinquante (350) parts sociales de la société OB SAINT JACQUES ci-dessus désigné, évalué à quatre-vingt-dix-huit mille trois cent quatre-vingt-seize euros (98.396 €), il sera attribué à la société JOBBER quatre-vingt-dix-huit mille trois cent quatre-vingt-seize (98.396) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

- 3.7. En rémunération de l'apport en nature des douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de la société OB CHENOVE ci-dessus désigné, évalué à trente mille six cent trente-trois euros (30.633 €), il sera attribué à la société JOBBER trente mille six cent trente-trois (30.633) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.8. En rémunération de l'apport en nature des trois cent soixante-quinze (375) parts sociales de la société OB AURAY SENE ci-dessus désigné, évalué à neuf mille cent vingt-neuf euros (9.129 €), il sera attribué à la société JOBBER neuf mille cent vingt-neuf (9.129) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.9. En rémunération de l'apport en nature des cinq cents (500) parts sociales de la société OB BAIN DE BRETAGNE ci-dessus désigné, évalué à sept cent vingt-deux euros (722 €), il sera attribué à la société JOBBER sept cent vingt-deux (722) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.10. En rémunération de l'apport en nature des cinq cents (500) parts sociales de la société OB LA FLECHE ci-dessus désigné, évalué à cinq mille euros (5.000 €), il sera attribué à la société JOBBER cinq mille (5.000) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.11. En rémunération de l'apport en nature des cinq cents (500) parts sociales de la société OB LAMBALLE ci-dessus désigné, évalué à quatre-vingt-quatre mille cinq cent trente euros (84.530 €), il sera attribué à la société JOBBER quatre-vingt-quatre mille cinq cent trente (84.530) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.12. En rémunération de l'apport en nature des cinquante (50) parts sociales de la société OB BUC ci-dessus désigné, évalué à quatre-vingt mille sept cent neuf euros (80.709 €), il sera attribué à la société JOBBER quatre-vingt mille sept cent neuf (80.709) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

ARTICLE 4 – CONDITIONS SUSPENSIVES

L'Apport et l'augmentation de capital subséquente de la Société Bénéficiaire ne deviendront définitifs que sous réserve, et du seul fait de l'approbation par la collectivité des associés de la Société Bénéficiaire (i) de l'apport en nature des Parts Sociales Apportées, de leur évaluation et de leur rémunération, et (ii) de l'augmentation de capital à titre de rémunération de l'Apport et des modifications statutaires corrélatives.

L'Apport et l'augmentation subséquente du capital social de la Société Bénéficiaire seront considérés comme définitivement réalisés à compter de la réalisation des conditions suspensives visées ci-dessus (la « **Date de Réalisation** »).

ARTICLE 5 – PROPRIÉTÉ ET JOUISSANCE

Le transfert de propriété de l'ensemble des Parts Sociales Apportées au profit de la Société Bénéficiaire interviendra à la Date de Réalisation.

Le transfert de propriété visé aux présentes concerne tous les droits attachés aux Parts Sociales Apportées, sans exception ni réserve, y compris celui aux dividendes non encore distribués.

ARTICLE 6 – CHARGES ET CONDITIONS

La Société Bénéficiaire reçoit les Parts Sociales Apportées en ayant toute connaissance de la situation respective des sociétés OB SAINT MEEN, OB GOUESNOU, OB MANTES, OB TOURS NORD, OB TOURS CENTRE, OB SAINT JACQUES, OB CHENOVE, OB AURAY SENE, OB BAIN DE BRETAGNE, OB LA FLECHE, OB LAMBALLE et OB BUC. Elle ne pourra donc demander aucune indemnité pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 7 – DÉCLARATIONS ET GARANTIES DE L'APPORTEUR

L'Apporteur déclare et garantit à la Société Bénéficiaire :

7.1. Les Parts Sociales Apportées lui appartiennent en propre et sont libres de tous nantissements, sûretés, droits de tiers, charges ou autre privilège ;

7.2. Les Parts Sociales Apportées représentent respectivement :

- 50 % du capital et des droits de vote de la société OB SAINT MEEN,
- 50 % du capital et des droits de vote de la société OB GOUESNOU,
- 50 % du capital et des droits de vote de la société OB MANTES,
- 50 % du capital et des droits de vote de la société OB TOURS NORD,
- 50 % du capital et des droits de vote de la société OB TOURS CENTRE,
- 50 % du capital et des droits de vote de la société OB SAINT JACQUES,
- 50 % du capital et des droits de vote de la société OB CHENOVE,
- 50 % du capital et des droits de vote de la société OB AURAY SENE,
- 50 % du capital et des droits de vote de la société OB BAIN DE BRETAGNE,
- 50 % du capital et des droits de vote de la société OB LA FLECHE,
- 50 % du capital et des droits de vote de la société OB LAMBALLE, et
- 50 % du capital et des droits de vote de la société OB BUC.

et sont intégralement libérées.

7.3. La conclusion et la signature par l'Apporteur du présent Contrat d'Apport, l'exécution par l'Apporteur de ses obligations aux termes dudit Contrat d'Apport ainsi que la réalisation par l'Apporteur des opérations qui y sont décrites ne requièrent pas de l'Apporteur l'obtention d'une quelconque autorisation ou approbation qui n'aurait pas été obtenue à la date des présentes, ni un quelconque enregistrement, notification, dépôt ou déclaration auprès d'une quelconque autorité administrative.

7.4. La conclusion et la signature par l'Apporteur du présent Contrat d'Apport est utile à la réalisation de son objet.

ARTICLE 8 – RÉGIME JURIDIQUE DE L'APPORT

L'Apport constitue un apport à titre pur et simple soumis au régime de droit commun des apports en nature.



ARTICLE 9 – RÉGIME FISCAL DE L'APPORT

9.1. Dispositions générales

Les Parties déclarent que :

- L'Apporteur et la Société Bénéficiaire sont des sociétés ayant leur siège social en France et y sont passibles de l'impôt sur les sociétés.
- L'Apport n'emporte pas dissolution de l'Apporteur.
- Les Parties entendent placer le présent Apport sous le régime fiscal de faveur des fusions édicté, sur renvoi de l'article 210 B du Code général des impôts, par l'article 210 A du Code général des impôts en matière d'impôt sur les sociétés.
- En effet, l'Apport porte sur plus de 50% du capital des sociétés dont les titres sont apportés et constitue à ce titre un apport partiel d'actif au sens de la réglementation fiscale, étant rappelé que, pour apprécier le respect de ces seuils, il est tenu compte de l'ensemble des apports effectués de manière concomitante à une même société sans qu'il soit nécessaire que chacun de ces apports bénéficie du régime fiscal de faveur prévu à l'article 210 B du CGI (BOI-IS-FUS-20-40-20-20120912).
- L'Apport prend effet comptable et fiscal à la Date de Réalisation.
- Les représentants de l'Apporteur et la Société Bénéficiaire s'engagent, es qualités, à se conformer à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires en vigueur en ce qui concerne les déclarations devant être établies en matière d'impôt sur les sociétés et de tous autres impôts et taxes résultant de la réalisation définitive de l'Apport.

9.2 Impôt sur les sociétés

L'Apporteur prend l'engagement :

- de conserver pendant trois ans les titres remis en contrepartie de l'Apport ; et
- de calculer les plus-values de cession afférentes à ces mêmes titres par référence à la valeur que les biens apportés avaient dans ses propres écritures.

La Société Bénéficiaire prend les engagements suivants, pour autant qu'ils soient applicables à la situation d'espèce :

- reprendre à son passif les provisions se rapportant à la branche d'activité dont l'imposition est différée, et qui ne deviennent pas sans objet du fait de l'apport ;
- se substituer, le cas échéant, à l'Apporteur pour la réintégration des résultats dont la prise en compte avait été différée pour l'imposition de cette dernière à raison des biens compris dans la branche d'activité ;
- calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables reçues dans le cadre de l'Apport, ou des biens qui leur sont assimilés en application des dispositions du 6 de l'article 210 A du Code général des impôts, d'après la valeur que ces biens avaient du point de vue fiscal dans les écritures de l'Apporteur, à la date de prise d'effet de l'apport ;

- réintégrer dans ses bénéfices imposables à l'impôt sur les sociétés, dans les conditions et délais fixés à l'article 210 A, 3, d du Code général des impôts, les plus-values dégagées lors de l'Apport sur les actifs amortissables afférents à la branche d'activité et transmis par l'Apporteur ; étant spécifié à cet égard qu'en vertu des dispositions de l'article 210 A, 3, d précité, la cession de l'un des biens amortissables reçus entraînera l'imposition immédiate de la fraction de la plus-value afférente à ce bien qui n'aurait pas encore été réintégrée à la date de ladite cession (la cession s'entendant de toute opération de vente, apport, mise au rebut, etc.) ;
- inscrire à son bilan les éléments autres que les immobilisations ou que les biens qui leur sont assimilés en application des dispositions du 6 de l'article 210 A du Code général des impôts, pour la valeur qu'ils avaient du point de vue fiscal, dans les écritures de l'Apporteur. A défaut, la Société Bénéficiaire devra comprendre dans ses résultats de l'exercice au cours duquel intervient l'Apport le profit correspondant à la différence entre la nouvelle valeur de ces éléments et la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de l'Apporteur ;
- accomplir les obligations déclaratives prévues à l'article 54 septies du Code général des impôts et joindre à sa déclaration de résultat un état conforme au modèle fourni par l'administration (dit « état de suivi des plus-values ») faisant apparaître, pour chaque nature d'élément, les renseignements nécessaires au calcul du résultat imposable de la cession ultérieure des éléments considérés, et contenant les mentions précisées par l'article 38 quindecies de l'annexe III au Code général des impôts et à tenir le registre de suivi des plus-values sur les éléments d'actif non amortissables donnant lieu au report d'imposition prévu par l'article 54 septies, II du Code général des impôts.

9.3 Enregistrement

Les Parties déclarent soumettre l'Apport au régime de l'article 810 du Code général des impôts. En conséquence, l'Apport sera soumis à un droit fixe d'enregistrement de 500 euros.

Les Parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité de la rémunération de l'Apport et du passif pris en charge à ce titre.

ARTICLE 10 – STIPULATIONS DIVERSES

10.1. Formalités légales

La Société Bénéficiaire remplira, dans les délais légaux, toutes formalités légales de publicité et dépôts légaux relatifs à l'Apport.

Elle remplira, d'une manière générale, toutes formalités nécessaires en vue de rendre opposables aux tiers le transfert des Parts Sociales Apportées.

10.2. Frais et honoraires

Tous les frais et honoraires dus au titre de l'Apport, de même que ceux qui en résulteront, seront supportés par la Société Bénéficiaire.

10.3. Élection de domicile

Pour l'exécution du présent Contrat d'Apport ou de tout acte s'y rattachant, les Parties font élection de domicile à l'adresse indiquée en tête des présentes.

10.4. Affirmation de sincérité

Les Parties affirment expressément, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le Contrat d'Apport exprime l'intégralité de la valeur des Parts Sociales Apportées.

10.5. Droit applicable – compétence juridictionnelle

Le Contrat d'Apport est exclusivement régi et interprété selon le droit français.

Tous litiges relatifs à l'interprétation, l'application, l'exécution ou l'inexécution du présent Contrat d'Apport seront de la compétence exclusive des tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Rennes.

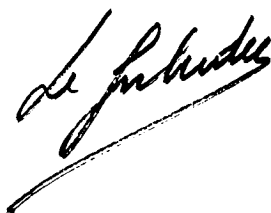
10.6. Pouvoirs pour formalités

L'Apporteur et la Société Bénéficiaire confèrent tous pouvoirs au porteur d'un original du présent Contrat d'Apport à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de publicité.

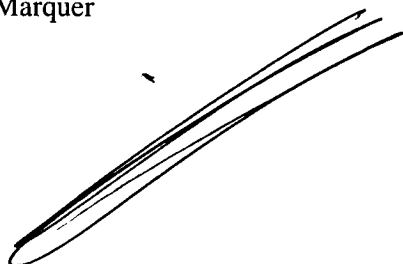
* *
*

Fait à Rennes,
Le 15 décembre 2016
En vingt-huit (28) exemplaires originaux

L'Apporteur
JOBBER
Représentée par Madame Evelyne Le Guludec



La Société Bénéficiaire
L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS
Représentée par GROUPE MARQUER
Elle-même représentée par Monsieur Thierry Marquer



Enregistré à : SIE PARIS 9EME OUEST

Le 06/01/2017 Bordereau n°2017/24 Case n°2

Ext 132

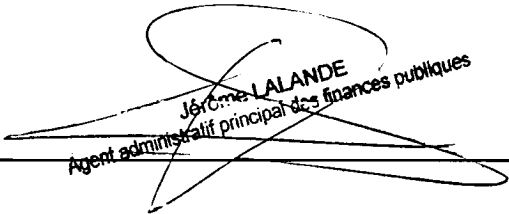
Enregistrement : 125 €

Pénalités :

Total liquidé : cent vingt-cinq euros

Montant reçu : cent vingt-cinq euros

L'Agent administratif des finances publiques


Jérôme LALANDE
Agent administratif principal des finances publiques

TRAITÉ D'APPORT DE TITRES

ENTRE

GROUPE MARQUER

(l'« Apporteur »)

ET

L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS

(la « Société Bénéficiaire »)

Le 15 décembre 2016

ENTRE :

1. **GROUPE MARQUER**, société à responsabilité limitée à associé unique, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 794 048 975 RCS Rennes,

Ci-après l'« **Apporteur** »

ET :

2. **L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS**, société par actions simplifiée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 821 985 876 RCS Rennes,

Ci-après la « **Société Bénéficiaire** »

L'Apporteur et la Société Bénéficiaire sont ci-après dénommés ensemble les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** ».

IL A ÉTÉ PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

- A. À la date de présentes, l'Apporteur détient la pleine propriété :

- de cinq cents (500) parts sociales, numérotées de 1 à 500 (les « **Parts Sociales OB SAINT MEEN** »), sur les mille (1.000) parts sociales qui composent le capital de la société **OB SAINT MEEN** (anciennement dénommée ARPAD), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 800 937 690 RCS Rennes,
- de cinq cents (500) parts sociales, numérotées de 1 à 500 (les « **Parts Sociales OB GOUESNOU** »), sur les mille (1.000) parts sociales qui composent le capital de la société **OB GOUESNOU** (anciennement dénommée FITNESS 29), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 799 170 584 RCS Rennes,
- de cinquante (50) parts sociales, numérotées de 1 à 50 (les « **Parts Sociales OB MANTES** »), sur les cent (100) parts sociales qui composent le capital de la société **OB MANTES** (anciennement dénommée EKOFITNESS), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 540 019 841 RCS Rennes,
- de cinquante (50) parts sociales, numérotées de 1 à 50 (les « **Parts Sociales OB TOURS NORD** »), sur les cent (100) parts sociales qui composent le capital de la société **OB TOURS NORD** (anciennement dénommée EPSILON FORME), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 48-50 avenue Gustave Eiffel – 37100 Tours,

immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 798 845 400 RCS Tours,

- de cinq cents (500) parts sociales, numérotées de 1 à 500 (les « **Parts Sociales OB TOURS CENTRE** »), sur les mille (1.000) parts sociales qui composent le capital de la société **OB TOURS CENTRE** (anciennement dénommée CITA FORME), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 180 avenue de Grammont – 37000 Tours, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 808 490 114 RCS Tours,
- de trois cent cinquante (350) parts sociales, numérotées de 351 à 700 (les « **Parts Sociales OB SAINT JACQUES** »), sur les sept cents (700) parts sociales qui composent le capital de la société **OB SAINT JACQUES** (anciennement dénommée COURROUZE FITNESS), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé Lieudit La Gaité – 127 rue du Temple de Blossne – 35136 Saint Jacques de La Lande, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 794 868 968 RCS Rennes,
- de douze mille cinq cents (12.500) parts sociales, numérotées de 1 à 12.500 (les « **Parts Sociales OB CHENOVE** »), sur les vingt-cinq mille (25.000) parts sociales qui composent le capital de la société **OB CHENOVE**, société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4D rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 790 261 176 RCS Rennes,
- de trois cent soixante-quinze (375) parts sociales, numérotées de 1 à 375 (les « **Parts Sociales OB AURAY SENE** »), sur les sept cent cinquante (750) parts sociales qui composent le capital de la société **OB AURAY SENE**, société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 538 252 891 RCS Rennes,
- de cinq cents (500) parts sociales, numérotées de 1 à 500 (les « **Parts Sociales OB BAIN DE BRETAGNE** »), sur les mille (1.000) parts sociales qui composent le capital de la société **OB BAIN DE BRETAGNE** (anciennement dénommée BIENESTAR), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 803 703 651 RCS Rennes,
- de cinq cents (500) parts sociales, numérotées de 1 à 500 (les « **Parts Sociales OB LA FLECHE** »), sur les mille (1.000) parts sociales qui composent le capital de la société **OB LA FLECHE**, société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 820 951 937 RCS Rennes, et
- de cinquante (50) parts sociales, numérotées de 1 à 50 (les « **Parts Sociales OB BUC** »), sur les cent (100) parts sociales qui composent le capital de la société **OB BUC** (anciennement dénommée ELOFITNESS), société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 798 015 004 RCS Rennes.

Les Parts Sociales OB SAINT MEEN, les Parts Sociales OB GOUESNOU, les Parts Sociales OB MANTES, les Parts Sociales OB TOURS NORD, les Parts Sociales OB TOURS CENTRE, les Parts Sociales OB SAINT JACQUES, les Parts Sociales OB CHENOVE, les Parts Sociales

OB AURAY SENE, les Parts Sociales OB BAIN DE BRETAGNE, les Parts Sociales OB LA FLECHE et les Parts Sociales OB BUC sont ci-après dénommées ensemble les « **Parts Sociales Apportées** ».

- B.** L'Apporteur a souhaité apporter les Parts Sociales Apportées à la Société Bénéficiaire (l'« **Apport** »), dont l'objet est, tant en France qu'à l'étranger :
- L'exploitation de centres de remise en forme (fitness, stretching, step, cardio, musculation, sauna, hammam, diététique, esthétique, massage et activités connexes et annexes) ;
 - La promotion des activités de loisirs, de détente et de sport, directement ou indirectement, par tous moyens ;
 - Le commerce de vêtements textiles et articles accessoires ;
 - Le négoce de tous produits manufacturés ainsi que tous matériels industriels, et tous produits manufacturés, alimentaires ou non alimentaires ;
 - La création, l'acquisition, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;
 - La participation directe ou indirecte à toutes opérations commerciales ou industrielles pouvant se rapporter à l'objet précité, par voie de création de sociétés nouvelles, françaises ou étrangères, d'apports, de souscriptions, achat de titres ou droits sociaux, fusion ou autrement ;
 - Et, plus généralement, la réalisation de toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, industrielles, commerciales ou financières se rattachant directement ou indirectement à cet objet ou à tous objets similaires ou connexes, ou pouvant être utiles à cet objet ou de nature à en faciliter la réalisation.
- C.** En conséquence, les Parties sont convenues de conclure le présent traité d'apport (le « **Contrat d'Apport** »), dont l'objet est de préciser les conditions et les modalités de l'Apport.
- D.** À toutes fins utiles, il est précisé que le Contrat d'Apport présente un intérêt indéniable pour la Société Bénéficiaire qui souhaite rationaliser la structure de son groupe et poursuivre une stratégie de développement et d'expansion de la marque « L'Orange Bleue ». L'Apporteur souhaite également, quant à lui, rationaliser la structure de son groupe.

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – MÉTHODE D'ÉVALUATION UTILISÉE

- 1.1.** Le règlement n° 2004-01 du 4 mai 2004 du Comité de la réglementation comptable relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées, tel que modifié par le règlement n° 2005-09 du 3 novembre 2005 et le règlement n° 2014-3 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général (ensemble, les « **Règlements** ») sont applicables « à la comptabilisation dans les comptes individuels, de toutes les opérations de fusion et opérations assimilées ».

rémunérées par des titres et retracées dans un traité d'apport prévu à l'article L.236-6 du Code de commerce ».

Constituent notamment des opérations assimilées entrant dans le champ d'application des Règlements les apports de titres de participation représentatifs du contrôle, c'est-à-dire notamment de contrôle conjoint ou contrôle exclusif.

En application des règles prévues par les Règlements, l'apport des Parts Sociales Apportées impliquant une modification de contrôle, par le passage d'une situation de contrôle conjoint à une situation de contrôle exclusif, les Parts Sociales Apportées sont transmises pour la valeur réelle.

- 1.2. Concernant la détermination de la rémunération de l'Apport, elle est effectuée sur la base de la valeur réelle des Parts Sociales Apportées et de la valeur réelle de la Société Bénéficiaire.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION ET ÉVALUATION DE L'APPORT

Selon les termes et conditions stipulés aux présentes, l'Apporteur apportera, sous les garanties ordinaires de fait et de droit et sous les conditions suspensives visées à l'article 4 du présent Contrat d'Apport, à la Société Bénéficiaire, qui l'accepte :

- 2.1. La pleine propriété de cinq cents (500) parts sociales émises par la société OB SAINT MEEN, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB SAINT MEEN.

OB SAINT MEEN est évaluée à cent quinze mille six cent trente-sept euros (115.637 €) et son capital est composé de mille (1.000) parts sociales.

Les Parts Sociales OB SAINT MEEN sont donc évaluées à la somme de cinquante-sept mille huit cent dix-huit euros et cinquante centimes (57.818,50 €), arrondie à la somme de cinquante-sept mille huit cent dix-huit euros (57.818 €) pour les besoins du présent Contrat d'Apport, soit environ cent quinze euros et soixante-quatre centimes (115,64 €) par Part Sociale OB SAINT MEEN.

- 2.2. La pleine propriété de cinq cents (500) parts sociales émises par la société OB GOUESNOU, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB GOUESNOU.

OB GOUESNOU est évaluée à soixante-et-un mille sept cent soixante-sept euros (61.767 €) et son capital est composé de mille (1.000) parts sociales.

Les Parts Sociales OB GOUESNOU sont donc évaluées à la somme de trente mille huit cent quatre-vingt-trois euros et cinquante centimes (30.883,50 €), arrondie à la somme de trente mille huit cent quatre-vingt-trois euros (30.883 €) pour les besoins du présent Contrat d'Apport, soit environ soixante-et-un euros et soixante-dix-sept centimes (61,77 €) par Part Sociale OB GOUESNOU.

- 2.3. La pleine propriété de cinquante (50) parts sociales émises par la société OB MANTES, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB MANTES.

OB MANTES est évaluée à cinquante-deux mille neuf cent cinquante-six euros (52.956 €) et son capital est composé de cent (100) parts sociales.

Les Parts Sociales OB MANTES sont donc évaluées à la somme de vingt-six mille quatre cent soixante-dix-huit euros (26.478 €), soit cinq cent vingt-neuf euros et cinquante-six centimes (529,56 €) par Part Sociale OB MANTES.

- 2.4. La pleine propriété de cinquante (50) parts sociales émises par la société OB TOURS NORD, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB TOURS NORD.

OB TOURS NORD est évaluée à quatre-vingt-huit mille sept cent soixante-sept euros (88.767 €) et son capital est composé de cent (100) parts sociales.

Les Parts Sociales OB TOURS NORD sont donc évaluées à la somme de quarante-quatre mille trois cent quatre-vingt-trois euros et cinquante centimes (44.383,50 €), arrondie à la somme de quarante-quatre mille trois cent quatre-vingt-trois euros (44.383 €) pour les besoins du présent Contrat d'Apport, soit huit cent quatre-vingt-sept euros et soixante-six centimes (887,66 €) par Part Sociale OB TOURS NORD.

- 2.5. La pleine propriété de cinq cents (500) parts sociales émises par la société OB TOURS CENTRE, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB TOURS CENTRE.

OB TOURS CENTRE est évaluée à deux cent vingt-et-un mille trois cent quatre-vingt-onze euros (221.391 €) et son capital est composé de mille (1.000) parts sociales.

Les Parts Sociales OB TOURS CENTRE sont donc évaluées à la somme de cent dix mille six cent quatre-vingt-quinze euros et cinquante centimes (110.695,50 €), arrondie à la somme de cent dix mille six cent quatre-vingt-quinze euros (110.695 €) pour les besoins du présent Contrat d'Apport, soit deux cent vingt-et-un euros et trente-neuf centimes (221,39 €) par Part Sociale OB TOURS CENTRE.

- 2.6. La pleine propriété de trois cent cinquante (350) parts sociales émises par la société OB SAINT JACQUES, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB SAINT JACQUES.

OB SAINT JACQUES est évaluée à cent quatre-vingt-seize mille sept cent quatre-vingt-treize euros (196.793 €) et son capital est composé de sept cents (700) parts sociales.

Les Parts Sociales OB SAINT JACQUES sont donc évaluées à la somme de quatre-vingt-dix-huit mille trois cent quatre-vingt-seize euros et cinquante centimes (98.396,50 €), arrondie à la somme de quatre-vingt-dix-huit mille trois cent quatre-vingt-seize euros (98.396 €) pour les besoins du présent Contrat d'Apport, soit environ deux cent quatre-vingt-un euros et treize centimes (281,13 €) par Part Sociale OB SAINT JACQUES.

- 2.7. La pleine propriété de douze mille cinq cents (12.500) parts sociales émises par la société OB CHENOVE, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB CHENOVE.

OB CHENOVE est évaluée à soixante-et-un mille deux cent soixante-six euros (61.266 €) et son capital est composé de vingt-cinq mille (25.000) parts sociales.

Les Parts Sociales OB CHENOVE sont donc évaluées à la somme de trente mille six cent trente-trois euros (30.633 €), soit environ deux euros et quarante-cinq centimes (2,45 €) par Part Sociale OB CHENOVE.

- 2.8. La pleine propriété de trois cent soixante-quinze (375) parts sociales émises par la société OB AURAY SENE, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB AURAY SENE.

OB AURAY SENE est évaluée à dix-huit mille deux cent cinquante-huit euros (18.258 €) et son capital est composé de sept cent cinquante (750) parts sociales.

Les Parts Sociales OB AURAY SENE sont donc évaluées à la somme de neuf mille cent vingt-neuf euros (9.129 €), soit environ vingt-quatre euros et trente-quatre centimes (24,34 €) par Part Sociale OB AURAY SENE.

- 2.9. La pleine propriété de cinq cents (500) parts sociales émises par la société OB BAIN DE BRETAGNE, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB BAIN DE BRETAGNE.

OB BAIN DE BRETAGNE est évaluée à mille quatre cent quarante-cinq euros (1.445 €) et son capital est composé de mille (1.000) parts sociales.

Les Parts Sociales OB BAIN DE BRETAGNE sont donc évaluées à la somme de sept cent vingt-deux euros et cinquante centimes (722,50 €), arrondie à la somme de sept cent vingt-deux euros (722 €) pour les besoins du présent Contrat d'Apport, soit environ un euro et quarante-quatre centimes (1,44 €) par Part Sociale OB BAIN DE BRETAGNE.

- 2.10. La pleine propriété de cinq cents (500) parts sociales émises par la société OB LA FLECHE, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB LA FLECHE.

OB LA FLECHE est évaluée à dix mille euros (10.000 €) et son capital est composé de mille (1.000) parts sociales.

Les Parts Sociales OB LA FLECHE sont donc évaluées à cinq mille euros (5.000 €), soit dix euros (10 €) par Part Sociale OB LA FLECHE.

- 2.11. La pleine propriété de cinquante (50) parts sociales émises par la société OB BUC, représentant 50 % du capital et des droits de vote de la société OB BUC.

OB BUC est évaluée à cent soixante-et-un mille quatre cent dix-huit euros (161.418 €) et son capital est composé de cent (100) parts sociales.

Les Parts Sociales OB BUC sont donc évaluées à quatre-vingt mille sept cent neuf euros (80.709 €), soit mille six cent quatorze euros et dix-huit centimes (1.614,18 €) par Part Sociale OB BUC.

ARTICLE 3 – RÉMUNÉRATION DE L'APPORT

La valeur de la Société Bénéficiaire, permettant de déterminer le nombre d'actions nouvelles émises en rémunération de l'Apport, a été évaluée à deux mille euros (2.000 €) – soit le montant du capital social –, la Société Bénéficiaire ayant été récemment constituée. La valeur vénale d'une action de la Société Bénéficiaire est donc égale à sa valeur nominale, soit un euro (1 €).

En conséquence :

- 3.1. En rémunération de l'apport en nature des cinq cents (500) parts sociales de la société OB SAINT MEEN ci-dessus désigné, évalué à cinquante-sept mille huit cent dix-huit euros (57.818 €), il sera attribué à la société GROUPE MARQUER cinquante-sept mille huit cent dix-huit (57.818) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

- 3.2. En rémunération de l'apport en nature des cinq cents (500) parts sociales de la société OB GOUESNOU ci-dessus désigné, évalué à trente mille huit cent quatre-vingt-trois euros (30.883 €), il sera attribué à la société GROUPE MARQUER trente mille huit cent quatre-vingt-trois (30.883) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.3. En rémunération de l'apport en nature des cinquante (50) parts sociales de la société OB MANTES ci-dessus désigné, évalué à vingt-six mille quatre cent soixante-dix-huit euros (26.478 €), il sera attribué à la société GROUPE MARQUER vingt-six mille quatre cent soixante-dix-huit (26.478) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.4. En rémunération de l'apport en nature des cinquante (50) parts sociales de la société OB TOURS NORD ci-dessus désigné, évalué à quarante-quatre mille trois cent quatre-vingt-trois euros (44.383 €), il sera attribué à la société GROUPE MARQUER quarante-quatre mille trois cent quatre-vingt-trois (44.383) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.5. En rémunération de l'apport en nature des cinq cents (500) parts sociales de la société OB TOURS CENTRE ci-dessus désigné, évalué à cent dix mille six cent quatre-vingt-quinze euros (110.695 €), il sera attribué à la société GROUPE MARQUER cent dix mille six cent quatre-vingt-quinze (110.695) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.6. En rémunération de l'apport en nature des trois cent cinquante (350) parts sociales de la société OB SAINT JACQUES ci-dessus désigné, évalué à quatre-vingt-dix-huit mille trois cent quatre-vingt-seize euros (98.396 €), il sera attribué à la société GROUPE MARQUER quatre-vingt-dix-huit mille trois cent quatre-vingt-seize (98.396) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.7. En rémunération de l'apport en nature des douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de la société OB CHENOVE ci-dessus désigné, évalué à trente mille six cent trente-trois euros (30.633 €), il sera attribué à la société GROUPE MARQUER trente mille six cent trente-trois (30.633) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.8. En rémunération de l'apport en nature des trois cent soixante-quinze (375) parts sociales de la société OB AURAY SENE ci-dessus désigné, évalué à neuf mille cent vingt-neuf euros (9.129 €), il sera attribué à la société GROUPE MARQUER neuf mille cent vingt-neuf (9.129) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.9. En rémunération de l'apport en nature des cinq cents (500) parts sociales de la société OB BAIN DE BRETAGNE ci-dessus désigné, évalué à sept cent vingt-deux euros (722 €), il sera attribué à la société GROUPE MARQUER sept cent vingt-deux (722) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.10. En rémunération de l'apport en nature des cinq cents (500) parts sociales de la société OB LA FLECHE ci-dessus désigné, évalué à cinq mille euros (5.000 €), il sera attribué à la société GROUPE MARQUER cinq mille (5.000) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.
- 3.11. En rémunération de l'apport en nature des cinquante (50) parts sociales de la société OB BUC ci-dessus désigné, évalué à quatre-vingt mille sept cent neuf euros (80.709 €), il sera attribué à

la société GROUPE MARQUER quatre-vingt mille sept cent neuf (80.709) actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

ARTICLE 4 – CONDITIONS SUSPENSIVES

L'Apport et l'augmentation de capital subséquente de la Société Bénéficiaire ne deviendront définitifs que sous réserve, et du seul fait de l'approbation par la collectivité des associés de la Société Bénéficiaire (i) de l'apport en nature des Parts Sociales Apportées, de leur évaluation et de leur rémunération, et (ii) de l'augmentation de capital à titre de rémunération de l'Apport et des modifications statutaires corrélatives.

L'Apport et l'augmentation subséquente du capital social de la Société Bénéficiaire seront considérés comme définitivement réalisés à compter de la réalisation des conditions suspensives visées ci-dessus (la « **Date de Réalisation** »).

ARTICLE 5 – PROPRIÉTÉ ET JOUISSANCE

Le transfert de propriété de l'ensemble des Parts Sociales Apportées au profit de la Société Bénéficiaire interviendra à la Date de Réalisation.

Le transfert de propriété visé aux présentes concerne tous les droits attachés aux Parts Sociales Apportées, sans exception ni réserve, y compris celui aux dividendes non encore distribués.

ARTICLE 6 – CHARGES ET CONDITIONS

La Société Bénéficiaire reçoit les Parts Sociales Apportées en ayant toute connaissance de la situation respective des sociétés OB SAINT MEEN, OB GOUESNOU, OB MANTES, OB TOURS NORD, OB TOURS CENTRE, OB SAINT JACQUES, OB CHENOVE, OB AURAY SENE, OB BAIN DE BRETAGNE, OB LA FLECHE et OB BUC. Elle ne pourra donc demander aucune indemnité pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 7 – DÉCLARATIONS ET GARANTIES DE L'APPORTEUR

L'Apporteur déclare et garantit à la Société Bénéficiaire :

- 7.1. Les Parts Sociales Apportées lui appartiennent en propre et sont libres de tous nantissements, sûretés, droits de tiers, charges ou autre privilège ;
- 7.2. Les Parts Sociales Apportées représentent respectivement :
 - 50 % du capital et des droits de vote de la société OB SAINT MEEN,
 - 50 % du capital et des droits de vote de la société OB GOUESNOU,
 - 50 % du capital et des droits de vote de la société OB MANTES,
 - 50 % du capital et des droits de vote de la société OB TOURS NORD,
 - 50 % du capital et des droits de vote de la société OB TOURS CENTRE,
 - 50 % du capital et des droits de vote de la société OB SAINT JACQUES,
 - 50 % du capital et des droits de vote de la société OB CHENOVE,
 - 50 % du capital et des droits de vote de la société OB AURAY SENE,
 - 50 % du capital et des droits de vote de la société OB BAIN DE BRETAGNE,
 - 50 % du capital et des droits de vote de la société OB LA FLECHE et,
 - 50 % du capital et des droits de vote de la société OB BUC,

et sont intégralement libérées.

- 7.3.** La conclusion et la signature par l'Apporteur du présent Contrat d'Apport, l'exécution par l'Apporteur de ses obligations aux termes dudit Contrat d'Apport ainsi que la réalisation par l'Apporteur des opérations qui y sont décrites ne requièrent pas de l'Apporteur l'obtention d'une quelconque autorisation ou approbation qui n'aurait pas été obtenue à la date des présentes, ni un quelconque enregistrement, notification, dépôt ou déclaration auprès d'une quelconque autorité administrative.
- 7.4.** La conclusion et la signature par l'Apporteur du présent Contrat d'Apport est utile à la réalisation de son objet.

ARTICLE 8 – RÉGIME JURIDIQUE DE L'APPORT

L'Apport constitue un apport à titre pur et simple soumis au régime de droit commun des apports en nature.

ARTICLE 9 – RÉGIME FISCAL DE L'APPORT

9.1. Dispositions générales

Les Parties déclarent que :

- L'Apporteur et la Société Bénéficiaire sont des sociétés ayant leur siège social en France et y sont passibles de l'impôt sur les sociétés.
- L'Apport n'emporte pas dissolution de l'Apporteur.
- Les Parties entendent placer le présent Apport sous le régime fiscal de faveur des fusions édicté, sur renvoi de l'article 210 B du Code général des impôts, par l'article 210 A du Code général des impôts en matière d'impôt sur les sociétés.
En effet, l'Apport porte sur plus de 50% du capital des sociétés dont les titres sont apportés et constitue à ce titre un apport partiel d'actif au sens de la réglementation fiscale, étant rappelé que, pour apprécier le respect de ces seuils, il est tenu compte de l'ensemble des apports effectués de manière concomitante à une même société sans qu'il soit nécessaire que chacun de ces apports bénéficie du régime fiscal de faveur prévu à l'article 210 B du CGI (BOI-IS-FUS-20-40-20-20120912).
- L'Apport prend effet comptable et fiscal à la Date de Réalisation.
- Les représentants de l'Apporteur et la Société Bénéficiaire s'engagent, *es qualités*, à se conformer à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires en vigueur en ce qui concerne les déclarations devant être établies en matière d'impôt sur les sociétés et de tous autres impôts et taxes résultant de la réalisation définitive de l'Apport.

9.2. Impôt sur les sociétés

L'Apporteur prend l'engagement :

- de conserver pendant trois ans les titres remis en contrepartie de l'Apport ; et

- de calculer les plus-values de cession afférentes à ces mêmes titres par référence à la valeur que les biens apportés avaient dans ses propres écritures.

La Société Bénéficiaire prend les engagements suivants, pour autant qu'ils soient applicables à la situation d'espèce :

- reprendre à son passif les provisions se rapportant à la branche d'activité dont l'imposition est différée, et qui ne deviennent pas sans objet du fait de l'apport ;
- se substituer, le cas échéant, à l'Apporteur pour la réintégration des résultats dont la prise en compte avait été différée pour l'imposition de cette dernière à raison des biens compris dans la branche d'activité ;
- calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables reçues dans le cadre de l'Apport, ou des biens qui leur sont assimilés en application des dispositions du 6 de l'article 210 A du Code général des impôts, d'après la valeur que ces biens avaient du point de vue fiscal dans les écritures de l'Apporteur, à la date de prise d'effet de l'apport ;
- réintégrer dans ses bénéfices imposables à l'impôt sur les sociétés, dans les conditions et délais fixés à l'article 210 A, 3, d du Code général des impôts, les plus-values dégagées lors de l'Apport sur les actifs amortissables afférents à la branche d'activité et transmis par l'Apporteur ; étant spécifié à cet égard qu'en vertu des dispositions de l'article 210 A, 3, d précité, la cession de l'un des biens amortissables reçus entraînera l'imposition immédiate de la fraction de la plus-value afférente à ce bien qui n'aurait pas encore été réintégrée à la date de ladite cession (la cession s'entendant de toute opération de vente, apport, mise au rebut, etc.) ;
- inscrire à son bilan les éléments autres que les immobilisations ou que les biens qui leur sont assimilés en application des dispositions du 6 de l'article 210 A du Code général des impôts, pour la valeur qu'ils avaient du point de vue fiscal, dans les écritures de l'Apporteur. A défaut, la Société Bénéficiaire devra comprendre dans ses résultats de l'exercice au cours duquel intervient l'Apport le profit correspondant à la différence entre la nouvelle valeur de ces éléments et la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de l'Apporteur ;
- accomplir les obligations déclaratives prévues à l'article 54 septies du Code général des impôts et joindre à sa déclaration de résultat un état conforme au modèle fourni par l'administration (dit « état de suivi des plus-values ») faisant apparaître, pour chaque nature d'élément, les renseignements nécessaires au calcul du résultat imposable de la cession ultérieure des éléments considérés, et contenant les mentions précisées par l'article 38 quindecies de l'annexe III au Code général des impôts et à tenir le registre de suivi des plus-values sur les éléments d'actif non amortissables donnant lieu au report d'imposition prévu par l'article 54 septies, II du Code général des impôts.

9.3 Enregistrement

Les Parties déclarent soumettre l'Apport au régime de l'article 810 du Code général des impôts. En conséquence, l'Apport sera soumis à un droit fixe d'enregistrement de 500 euros.

Les Parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité de la rémunération de l'Apport et du passif pris en charge à ce titre.

ARTICLE 10 – STIPULATIONS DIVERSES

10.1. Formalités légales

La Société Bénéficiaire remplira, dans les délais légaux, toutes formalités légales de publicité et dépôts légaux relatifs à l'Apport.

Elle remplira, d'une manière générale, toutes formalités nécessaires en vue de rendre opposables aux tiers le transfert des Parts Sociales Apportées.

10.2. Frais et honoraires

Tous les frais et honoraires dus au titre de l'Apport, de même que ceux qui en résulteront, seront supportés par la Société Bénéficiaire.

10.3. Élection de domicile

Pour l'exécution du présent Contrat d'Apport ou de tout acte s'y rattachant, les Parties font élection de domicile à l'adresse indiquée en tête des présentes.

10.4. Affirmation de sincérité

Les Parties affirment expressément, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le Contrat d'Apport exprime l'intégralité de la valeur des Parts Sociales Apportées.

10.5. Droit applicable – compétence juridictionnelle

Le Contrat d'Apport est exclusivement régi et interprété selon le droit français.

Tous litiges relatifs à l'interprétation, l'application, l'exécution ou l'inexécution du présent Contrat d'Apport seront de la compétence exclusive des tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Rennes.

10.6. Pouvoirs pour formalités

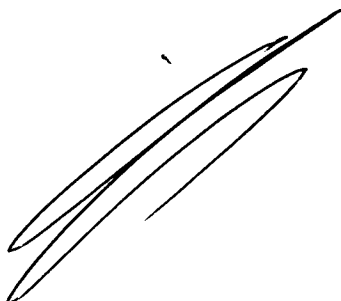
L'Apporteur et la Société Bénéficiaire confèrent tous pouvoirs au porteur d'un original du présent Contrat d'Apport à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de publicité.

* *

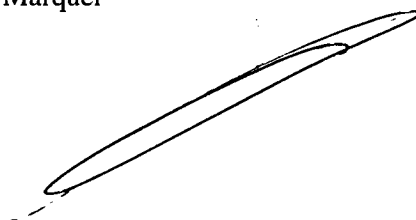
*

Fait à Rennes,
Le 15 décembre 2016
En vingt-six (26) exemplaires originaux

L'Apporteur
GROUPE MARQUER
Représentée par Monsieur Thierry Marquer



La Société Bénéficiaire
L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS
Représentée par GROUPE MARQUER
Elle-même représentée par Monsieur Thierry Marquer



OB LA FLECHE
Société à responsabilité limitée
Au capital de 10.000 €
Siège social : 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes
820 951 937 RCS Rennes

**PROCÈS-VERBAL DES DÉCISIONS DU GÉRANT
EN DATE DU 16 DÉCEMBRE 2016**

Le soussigné, Monsieur Thierry Marquer, agissant en qualité de Gérant de la société OB LA FLECHE, société à responsabilité limitée au capital de 10.000 €, dont le siège social est situé 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro unique d'identification 820 951 937 RCS Rennes (la « **Société** »),

Faisant usage des pouvoirs qui lui ont été délégués par l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la Société réunie le 7 décembre 2016,

A pris les décisions suivantes :

PREMIÈRE DÉCISION

(Modification de l'article 8 (Parts sociales) des statuts de la Société)

Le Gérant, après avoir pris connaissance (i) de l'apport des cinq cents (500) parts sociales détenues par la société GROUPE MARQUER dans le capital de la Société au profit de la société L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS intervenue le 15 décembre 2016 et (ii) de l'apport des cinq cents (500) parts sociales détenues par la société JOBBER dans le capital de la Société au profit de la société L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS intervenue le 15 décembre 2016 (ensemble les « **Opérations d'Apport** »),

constate la réalisation effective des Opérations d'Apport et la modification corrélative de l'article 8 (*Parts sociales*) des statuts de la Société décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 7 décembre 2016,

constate que la Société est désormais une société à responsabilité limitée à associé unique.

DEUXIÈME DÉCISION

(Pouvoirs pour formalités)

Le Gérant délègue tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour effectuer tous dépôts, formalités et publications nécessaires.

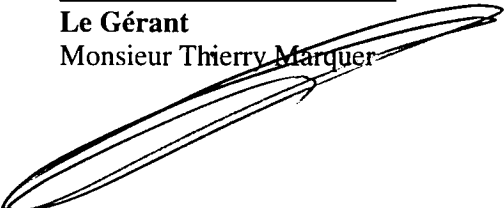
* *

*

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Gérant.

Le Gérant

Monsieur Thierry Marquer

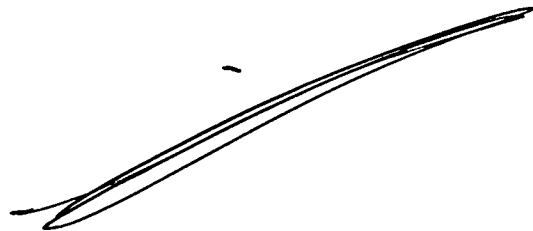


OB LA FLECHE
Société à responsabilité limitée
Au capital de 10.000 €
Siège social : 4 rue du Lieutenant-Colonel Dubois – 35000 Rennes
820 951 937 RCS Rennes

STATUTS

Mis à jour suite aux décisions du Gérant en date du 16 décembre 2016

Certifiés conformes
Le Gérant
Monsieur Thierry Marquer



Les soussignés:

GROUPE MARQUER

Société à Responsabilité Limitée

Au capital de 7 920 000.00 euros

Dont le siège social est sis 4 rue du Lieutenant-colonel Dubois - 35000 RENNES

Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de RENNES sous le numéro 794 048 975

Représentée par Monsieur Thierry Marquer, gérant associé unique

JOBBER

Société à responsabilité Limitée

Au capital de 1 370 000.00 euros

Dont le siège social est sis 15 rue Godot de Mauroy - 75009 PARIS

Immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de PARIS sous le numéro 803 401 017

Représentée par Madame Evelyne LE GULUDEC, gérante

Ont décidé de constituer entre eux une société à responsabilité limitée et ont adopté les statuts établis ci-après:

ARTICLE 1- FORME:

Il est formé entre les propriétaires des parts ci-après et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2-OBJET:

La société a pour objet:

- L'exploitation de centres de remise en forme (Fitness, stretching, step, cardio, musculation, sauna, hammam, diététique, esthétique, massage et activités connexes et annexes) sous l'enseigne déposée à l'INPI de l'"ORANGE BLEUE".

- La promotion, la formation des activités de loisirs, de détente et de sports directement ou indirectement par tous moyens, également le commerce et la vente de vêtements textiles et articles accessoires, le négoce de tous produits manufacturés, ainsi que tous matériels industriels, et tous produits manufacturés alimentaires ou non alimentaires,

- La création, l'acquisition, la prise à bail ou en gérance libre et l'exploitation de tous fonds de commerce, entreprises ou établissements quelconques se rapportant à l'une ou l'autre des activités ci-dessus spécifiées ou pouvant en faciliter l'extension ou le développement;

- La participation de la Société, par tous les moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement de création, d'acquisition, de location, de prise en location - gérance de tous fonds de commerce ou établissements.

- La prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ou à tout objet similaire ou connexe, petite restauration, distribution alimentaire, diététique, esthétique, installation et mise en place de salle de remise en forme;

- Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, locations, civiles, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet ou à tout autre objet similaire ou connexe de la manière la plus étendue.

ARTICLE 3 - DENOMINATION:

La dénomination de la Société est : "**OB LA FLECHE**"

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée " ou des initiales "S.A.R.L" et de l'énonciation du montant du capital.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL:

Le siège social est fixé : "**4 rue du Lieutenant-colonel Dubois- 35000 RENNES**".

Il pourra être transféré dans le même département ou dans un département limitrophe par une simple décision de la gérance, sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale extraordinaire, et en tout autre lieu en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 -DUREE:

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS:

Le capital social est constitué par les apports suivants:

Il est apporté en numéraire:

- **par la Société GROUPE MARQUER**, la somme de 5 000.00 euros, ci "cinq mille euros",
- **par la Société JOBBER**, la somme de 5 000.00 euros, ci- "cinq mille euros".

Soit au total la somme de 10 000 euros (dix mille euros), déposée intégralement à un compte ouvert au nom de la société en formation à la **Banque BPO, agence sise 24, rue de la Métrie -35760 MONTGERMONT**, ainsi qu'en atteste un certificat de la dite banque.

Dispositions de l'article 1832-2 du Code Civil:

Aucun associé n'étant marié sous un régime de communauté, et les apports étant réalisés au moyen de deniers personnels, l'article 1832-2 du Code Civil n'a pas trouvé application.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL:

Le capital social est fixé à dix mille (10 000) euros.

Il est divisé en mille (1 000) parts sociales de dix (10) euros chacune, entièrement libérées.



ARTICLE 8 – PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

- **L'ORANGE BLEUE EUROPEAN FITNESS**, à concurrence de 1.000 parts
Numérotées de 1 à 1.000

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 1.000 parts

ARTICLE 9 - COMPTES COURANTS:

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 10 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL:

1. Le capital social peut être augmenté, soit par création de parts nouvelles, soit par majoration du montant nominal des parts existantes, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

En cas d'augmentation de capital par souscription de parts en numéraire, les associés ont, proportionnellement au montant de leurs parts sociales, un droit de préférence à la souscription des parts sociales du numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital, droit auquel ils peuvent renoncer à titre individuel. Si l'assemblée générale le décide expressément, ils bénéficient également d'un droit de souscription à titre réductible.

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés relative à l'augmentation de capital doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature, au vu d'un rapport annexé à cette décision et établi sous sa responsabilité par un Commissaire aux apports, désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête de la gérance.

2. Le capital peut également être réduit en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, pour quelque cause que ce soit, mais en aucun cas elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

3. Si l'augmentation ou la réduction du capital fait apparaître des rompus, les associés devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition de toute cession de droit d'attribution ou de parts anciennes pour obtenir l'attribution d'un nombre entier de parts nouvelles.



ARTICLE 11 - EMISSION D'OBLIGATIONS:

Si la Société est tenue, en vertu des dispositions légales, d'avoir un Commissaire aux Comptes, et que les comptes des trois derniers exercices de douze mois ont été régulièrement approuvés par les associés, elle peut, sans faire appel public à l'épargne, émettre des obligations nominatives conformément à l'article L.223-11 du Code de commerce. Ce sont des titres négociables qui, dans une même émission, confèrent les mêmes droits de créance pour une même valeur nominale.

L'émission d'obligations nominatives est décidée par l'assemblée générale des associés, dans les conditions de majorité requises pour les décisions ordinaires.

Lors de chaque émission d'obligations, la Société doit mettre à la disposition des souscripteurs une notice relative aux conditions de l'émission et un document d'information.

Le prix d'émission est payable en totalité à la souscription, soit par versement en espèces, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, dans les conditions déterminées par l'Assemblée Générale des associés.

Les droits des titulaires sont représentés par une inscription en compte dans les registres de la Société. Les obligataires sont groupés, dans les conditions fixées par la loi, en une masse jouissant de la personnalité morale. A l'issue de la souscription, ils se réuniront en assemblée générale distincte de celle des associés de la Société, à la diligence de la gérance, aux fins de désigner, dans le respect des règles fixées par les articles L.228-48 et L.228-49 du Code de commerce, leurs représentants qui ne pourront en aucun cas excéder trois. En cas d'urgence, les représentants de la masse peuvent être désignés par décision de justice à la demande de tout intéressé.

ARTICLE 12 - SOUSCRIPTION, LIBERATION ET REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES:

Les parts sociales sont souscrites en totalité par les associés. Elles sont intégralement libérées lorsqu'elles représentent des apports en nature. Les parts représentant des apports en numéraire sont libérées d'au moins un cinquième de leur montant. La libération du surplus intervient en une ou plusieurs fois sur décision de la gérance, dans un délai qui ne peut excéder cinq ans à compter de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

La Société peut émettre des parts sociales en rémunération d'apports en industrie. Ces parts sont émises sans valeur nominale et ne sont pas prises en compte pour la formation du capital social. Elles sont attribuées à titre personnel et ne peuvent être cédées. En cas de décès de leur titulaire ou en cas de cessation par celui-ci de ses prestations, elles sont annulées.

En cas d'augmentation du capital, le capital social doit être intégralement libéré avant toute souscription de nouvelles parts sociales à libérer en numéraire, à peine de nullité de l'opération.

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.

La propriété des parts résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions et attributions qui seraient régulièrement réalisées.

Tout défaut de paiement des sommes dues sur le montant non libéré des parts sociales entraîne de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au



taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

En outre, lorsqu'il n'a pas été procédé dans le délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au Président du Tribunal statuant en référé, soit d'enjoindre sous astreinte à la gérance de procéder à des appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

ARTICLE 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES:

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit légal dans les bénéfices de la Société, dans la propriété de l'actif social et dans le boni de liquidation. Elle donne également droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Les associés ne sont tenus à l'égard des tiers qu'à concurrence du montant de leur apport. Toutefois, ils sont solidairement responsables, à l'égard des tiers, pendant cinq ans, de la valeur attribuée aux apports en nature lors de la constitution de la Société, lorsqu'il n'y a pas eu de commissaire aux apports ou lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le Commissaire aux Apports.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés

ARTICLE 14 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES:

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque part.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société; A défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par voie de justice un mandataire chargé de les représenter, conformément aux dispositions de l'article 1844 du Code civil.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriété, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruit.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriété a le droit de participer aux assemblées générales.

ARTICLE 15 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

1 - Cession entre vifs.

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés.

Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les parts se transmettent librement, à titre gratuit ou onéreux, entre associés.

Elles ne peuvent être transmises, à quelque titre que ce soit, à des tiers étrangers à la société, y compris à des ascendants, descendants ou conjoints, lorsque la Société comporte plus d'un associé, qu'avec le consentement de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette majorité étant en outre déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Lorsque la Société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié à la Société et à chacun des associés par acte d'huissier ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Dans le délai de huit jours à compter de cette notification, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales et consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la Société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au présent alinéa, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la Société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, d'acquiescer ou de faire acquiescer les parts à un prix fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil, sauf si le cédant renonce à la cession de ses parts, dans les huit jours de la notification de refus qui lui est faite, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Les frais d'expertise sont à la charge de la Société.

A la demande du gérant, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête, sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider, dans le même délai, de racheter les parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus et de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts du cédant. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la Société par le Président du Tribunal de commerce, statuant par ordonnance de référé. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Si, à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

2 - Revendication par le conjoint de la Qualité d'associé

La qualité d'associé est reconnue au conjoint commun en bien pour la moitié des parts souscrites ou acquises au moyen de fonds communs s'il notifie à la Société son intention d'être personnellement associé.

Si la notification a été effectuée lors de l'apport ou de l'acquisition, l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux. Si le conjoint exerce son droit postérieurement à la réalisation de la souscription ou de l'acquisition, il sera soumis à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. L'époux associé sera alors exclu du vote et ses parts ne seront pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

La décision des associés doit être notifiée au conjoint dans les deux mois de sa demande; à défaut, l'agrément est réputé acquis. En cas de refus d'agrément régulièrement notifié, l'époux associé le reste

ev

V

pour la totalité des parts de la communauté. Les notifications susvisées sont faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

3- Transmission par décès

En cas de décès d'un associé, la Société continue entre les associés survivants et les héritiers ou ayants droit de l'associé décédé, et éventuellement son conjoint survivant, sous réserve de leur agrément.

Pour exercer les droits attachés aux parts sociales de l'associé décédé, les héritiers ou ayants droit, qu'ils soient ou non soumis à agrément, doivent justifier de leur état civil et de leurs qualités héréditaires auprès de la gérance qui peut toujours requérir de tout notaire la délivrance d'expéditions et d'extraits de tous actes établissant lesdites qualités.

4 - Dissolution de communauté du vivant de l'associé

En cas de liquidation de communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre un associé et son conjoint, l'attribution de parts communes au conjoint qui ne possédait pas la qualité d'associé est soumise à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'agrément d'un tiers non associé.

A défaut d'agrément, les parts ainsi attribuées doivent être rachetées dans les conditions susvisées, le conjoint associé bénéficiant toutefois d'une priorité de rachat pour assurer la conservation de la totalité des parts inscrites à son nom.

Les parts sociales faisant l'objet de la liquidation de communauté ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

ARTICLE 16 - DECES, INTERDICTION, FAILLITE D'UN ASSOCIE:

La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction de gérer, la liquidation judiciaire ou la faillite personnelle d'un associé.

ARTICLE 17 - GERANCE:

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Le ou les premiers gérants sont nommés par les associés dans un acte séparé aussitôt après la signature des statuts.

En cours de vie sociale, le ou les gérants sont nommés par décision d'un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Les gérants peuvent recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision ordinaire des associés.

Tout gérant a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la Société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La Société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Dans les rapports entre associés, le gérant peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société.

Le gérant est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales.

Le gérant peut mettre les statuts de la Société en harmonie avec les dispositions impératives de la loi et des règlements, sous réserve de ratification par décision des associés représentant plus des trois quarts des parts sociales.

Tout gérant, associé ou non, nommé dans les statuts ou en dehors d'eux, est révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages intérêts. En outre, le gérant est révocable par le Président du Tribunal de commerce pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Le gérant peut démissionner de ses fonctions à charge pour lui d'informer chacun des associés au moins trois mois à l'avance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le décès ou le retrait du gérant n'entraîne pas la dissolution de la Société.

En cas de cessation des fonctions du gérant pour quelque cause que ce soit, la mention de son nom dans les statuts peut être supprimée à la majorité simple des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Les gérants sont responsables, individuellement ou solidairement selon les cas, envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion..

Si plusieurs gérants ont coopérés aux mêmes faits, le tribunal détermine la part contributive de chacun d'eux dans la réparation du dommage.

Aucune décision de l'Assemblée ne peut avoir pour effet d'éteindre une action en responsabilité contre les gérants pour fautes commises dans l'accomplissement de leur mandat.

ARTICLE 18 - COMMISSAIRE AUX COMPTES:

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article L.223-35 du Code de commerce.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leurs missions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 19 - CONVENTIONS ENTRE UN GERANT OU UN ASSOCIE ET LA SOCIETE:

La gérance, ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente à l'Assemblée ou joint aux documents communiqués aux associés en cas de consultation écrite, un rapport sur les conventions intervenues entre la Société et l'un de ses gérants ou associés.

L'Assemblée statue sur ce rapport qui doit contenir les mentions suivantes:

- l'énumération des conventions soumises à l'approbation de l'assemblée des associés;
- le nom des gérants ou associés intéressés;
- la nature et l'objet desdites conventions;
- les modalités essentielles de ces conventions, notamment l'indication des prix ou tarifs pratiqués, des ristournes et commissions consenties, des délais de paiement accordés, des intérêts stipulés, des sûretés conférées et, le cas échéant, toutes autres indications permettant aux associés d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion des conventions analysées;
- l'importance des fournitures livrées ou des prestations de services fournies, ainsi que le montant des sommes versées ou reçues au cours du dernier exercice.
- Le gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Toutefois, s'il n'existe pas de Commissaire aux Comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'Assemblée.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant, et s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciable à la société.

Ces dispositions s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de se faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux conjoints, ascendants et descendants des gérants ou associés ainsi qu'à toute personne interposée et aux représentants légaux des personnes morales associées.



ARTICLE 20 - DECISIONS COLLECTIVES:

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée ou par consultation écrite des associés. Elles peuvent aussi résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

Les associés sont convoqués aux assemblées par la gérance, ou à défaut, par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, ou encore à défaut, par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé. Un ou plusieurs associés, détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

L'assemblée ne peut se tenir avant l'expiration du délai de communication aux associés des documents prévus par les dispositions législatives et réglementaires.

En cas de décès du gérant unique, le Commissaire aux Comptes ou tout associé convoque l'assemblée des associés à seule fin de procéder à son remplacement, dans les formes et délais prévus par les dispositions réglementaires.

La convocation est faite par lettre recommandée adressée aux associés quinze jours au moins avant la date de réunion. Elle contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêté par l'auteur de la convocation. Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

L'assemblée des associés se réunit au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. Elle est présidée par le gérant ou l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si deux associés possédant ou représentant le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal contenant les mentions réglementaires, établi et signé par le ou les gérants, et le cas échéant, par le président de séance. S'il n'a pas établi de feuille de présence, le procès verbal doit être signé par tous les associés présents et par les mandataires des associés représentés.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède. Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la Société ne comprenne que les deux époux. Il peut se faire représenter par un autre associé, sauf si les associés sont au nombre de deux, ainsi que par un tiers non associé.



Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, dans les conditions réglementaires.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des assemblées sont valablement certifiées conformes par un seul gérant.

ARTICLE 21 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES:

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés ne concernant ni les modifications statutaires ni l'agrément de cession ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Dans les six mois de la clôture de chaque exercice, les associés sont réunis en assemblée pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants, à la condition expresse de ne porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

ARTICLE 22 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES:

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions ayant pour objet de modifier les statuts ou d'agréer les cessions ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises que si elles ont été adoptées:

- à l'unanimité, en cas de changement de nationalité de la Société, d'augmentation des engagements d'un associé ou de transformation de la Société en société en nom collectif, en société en commandite simple ou par actions, en société par actions simplifiée ou en société civile,
- à la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, en cas d'agrément de nouveaux associés ou d'autorisation de nantissement des parts,
- par des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, s'il s'agit d'augmenter le capital par incorporation de bénéfices ou de réserves.

Pour toutes les autres modifications statutaires, l'assemblée ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des parts et, sur deuxième convocation, le cinquième de celles-ci. A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Dans l'un ou l'autre de ces deux cas, les modifications sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés.

ARTICLE 23 - DROIT DE COMMUNICATION, D'INFORMATION ET DE CONTROLE DES ASSOCIES:

Tout associé dispose d'un droit de communication permanent dont l'étendue et les modalités d'exercice sont déterminées par les dispositions réglementaires en vigueur.



Avant toute assemblée ou consultation écrite, les associés ont le droit d'obtenir communication de documents et d'informations qui leur sont adressés ou qui sont mis à leur disposition dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Tout associés non gérant peut, deux fois par an, poser par écrit des questions à la gérance sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse écrite de la gérance doit intervenir dans le délai d'un mois et est communiquée au Commissaire aux Comptes, s'il en existe un.

Un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social peuvent, soit individuellement, soit en se groupant sous quelque forme que ce soit, demander en justice la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion. Les conditions de sa nomination et de l'exercice sont prévues par la loi et les règlements.

ARTICLE 24 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX:

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1er janvier et finit le **31 décembre**.

Par exception, le premier exercice social commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés et se terminera le **31 décembre 2017**.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, ainsi que des comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe).

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la Société est annexé à la suite du bilan ainsi qu'un état des sûretés consenties par elle.

La gérance établit un rapport de gestion sur la situation de la Société et son activité au cours de l'exercice écoulé, les résultats de cette activité, les progrès réalisés et les difficultés rencontrées, l'évolution prévisible de cette situation, et les perspectives d'avenir, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi, enfin les activités en matière de recherche et de développement.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice aux provisions et amortissements nécessaires.

Si à la clôture de l'exercice, la Société répond à l'un des critères définis par décret, la gérance est tenue d'établir une situation de l'actif réalisable et disponible, valeurs d'exploitation exclues et du passif exigible, un compte de résultat prévisionnel, dans les conditions et selon la périodicité prévues par la loi et le décret.

Les comptes annuels, le rapport de gestion et le texte des résolutions proposées sont mis à la disposition du Commissaire aux Comptes un mois au moins avant la convocation de l'assemblée. Ces mêmes documents, et le cas échéant, le rapport du Commissaire aux Comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes.

EL



ARTICLE 25 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES:

Le bénéfice (ou la perte) de l'exercice apparaît dans le compte de résultat par différence entre les produits et les charges de l'exercice et après déduction des amortissements et provisions.

Sur ce bénéfice, diminué éventuellement des pertes antérieures, sont prélevées les sommes à porter en réserve en application de la loi et en particulier à peine de nullité de toute délibération contraire, une somme correspondant à un vingtième pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

L'Assemblée Générale peut décider la distribution des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'Assemblée Générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividendes. La part de chaque associé est proportionnelle au nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'Assemblée Générale sont fixées par elle ou, à défaut par la gérance.

Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

ARTICLE 26 - PROROGATION:

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, la gérance doit provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour les décisions collectives extraordinaires, si la Société doit être prorogée.

ARTICLE 27 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL:

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

ARTICLE 28 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE:

La transformation de la Société en une société d'une autre forme peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts. Toutefois, la transformation de la Société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions, en société par actions simplifiée ou en société civile exige l'accord unanime des associés.

La transformation en société anonyme est décidée à la majorité requise pour la modification des statuts. Toutefois, elle peut être décidée par des associés représentant la majorité des parts sociales si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent 750 000 euros.

La décision de transformation en société anonyme ou en société par actions simplifiées est précédée du rapport d'un Commissaire aux Comptes inscrit sur la situation de la Société, et du rapport d'un ou plusieurs Commissaires à la transformation désignés, sauf accord unanime des associés, par décision de justice et chargés d'apprécier sous leur responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers. Le ou les Commissaires à la transformation peuvent être chargés de l'établissement du rapport sur la situation de la Société. Dans ce cas, il n'est rédigé qu'un seul rapport. Le commissaire aux Comptes de la Société peut être nommé Commissaire à la transformation.

Les associés statuent sur l'évaluation des biens composant l'actif social et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité. A défaut d'approbation expresse des associés mentionnée au procès-verbal, la transformation est nulle.

ARTICLE 29- DISSOLUTION - LIQUIDATION:

La Société est dissoute à l'arrivée du terme, sauf prorogation, en cas de réalisation ou d'extinction de son objet, par décision judiciaire pour justes motifs.

La dissolution anticipée peut être décidée à tout moment par des associés représentant les deux tiers des parts sociales.

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit.

La personnalité morale de la Société subsiste, pour les besoins de la liquidation, jusqu'à la clôture de celle-ci. La dissolution de la Société ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du Commerce et des Sociétés. La mention "société en liquidation", ainsi que le nom du ou des liquidations doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société.

Les fonctions de la gérance prennent fin par la dissolution de la Société. La collectivité des associés conserve ses pouvoirs et règle le mode de liquidation; elle nomme à la majorité des parts sociales un

BZ



ou plusieurs liquidateurs, choisis parmi ou en dehors des associés, et détermine leurs pouvoirs. La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Après remboursement du montant des parts sociales, le boni de liquidation est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

En cas de réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution pouvant, le cas échéant, en résulter entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Ces dispositions ne sont pas applicables si l'associé unique est une personne physique.

ARTICLE 30 - CONTESTATIONS

En cas de pluralité d'associés, toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre la Société et les associés, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.

ARTICLE 31 - PERSONNALITE MORALE - POUVOIRS

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

La Gérance est expressément habilitée à passer et à souscrire dès ce jour, pour le compte de la Société en formation, les actes et engagements entrant dans l'objet social et conformes à l'intérêt social, à l'exclusion de ceux pour lesquels l'article 17 requiert, pendant le cours de la vie sociale et dans les rapports entre associés, une autorisation de la collectivité des associés.

Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la Société après vérification par l'Assemblée des associés, postérieurement à l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini, et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

Tous pouvoirs sont donné à **Monsieur Thierry MARQUER, représentant de la société GROUPE MARQUER** et au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour effectuer les formalités de publicité relatives à la constitution de la Société et notamment:

- pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social;
- pour faire procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés;
- et généralement, pour accomplir les formalités prescrites par la loi.

Par ailleurs, un état des actes accomplis à ce jour pour le compte de la société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts.

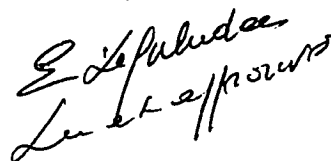
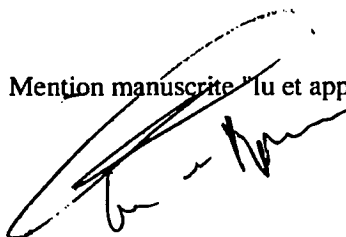
Cet état, dont les soussignés déclarent avoir pris connaissance, demeurera annexé aux présents statuts, la signature de cet état emportera reprise des engagements par la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

Fait à RENNES
Le 10 juin 2016
En 4 exemplaires

La société GROUPE MARQUER
Monsieur Thierry Marquer (*)

La société JOBBER
Madame Evelyne LE GULUDEC (*)

(*) Mention manuscrite "lu et approuvé" + signature



OB LA FLECHE
Société à Responsabilité Limitée
au capital de 10 000 €
Siège social:
4 rue du Lieutenant-colonel Dubois-35000 RENNES
RCS RENNES

ETAT DES ACTES ACCOMPLIS AU NOM DE LA SOCIETE EN FORMATION PREALABLEMENT A LA SIGNATURE DES STATUTS

Conformément à l'article L.210-6 du Code de Commercen et à l'article 26 du décret 67-236 du 23 mars 1967, cet état a été établi préalablement à la signature des statuts, et sera annexé auxdits statuts. La signature des statuts emportera reprise de ces engagements par la Société dès qu'elle aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

Actes accomplis et engagements en résultant pour la Société

-Ouverture d'un compte bancaire au nom de la société en formation auprès de la **Banque BPO**, agence sise **24, rue de la Métrie -35760 MONTGERMONT**, puis dépôt du capital social.

Fait à RENNES,
Le 10 juin 2016
En 4 exemplaires

La société GROUPE MARQUER
Monsieur Thierry Marquer (*)

La société JOBBER
Madame Evelyne LE GULUDEC (*)

(*) Mention manuscrite "lu et approuvé" + signature

